

ACTUALITE

Le Chef de l'Etat tient une réunion à huis clos avec ses pairs de la commission de haut niveau

La Commission africaine de Haut niveau a tenu, jeudi à Bujumbura, en présence du Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Abdel Aziz, une réunion avec le comité du dialogue inclusif, des membres de la société civile et des autorités religieuses.

Les entretiens ont porté sur les perspectives d'un dénouement de la crise burundaise.

La commission africaine de haut niveau a tenu, également, une réunion avec le Président burundais, M. Pierre NKuruziza.

Auparavant, le Chef de l'Etat a tenu, jeudi matin à Bujumbura, une réunion à huis clos avec ses pairs de la Commission africaine de Haut niveau: les Présidents Jacob Zuma (Afrique du Sud); Ali Bongo Ondimba (Gabon); Macky Sall (Sénégal) et le Premier ministre éthiopien, Haile Mariam Dassaiegn.

La rencontre était consacrée à la discussion des perspectives de règlement de la crise en République du Burundi.

Par ailleurs, le Président Mohamed Ould Abdel Aziz a déposé, jeudi matin à Bujumbura, une gerbe de fleurs sur la tombe de l'ancien Président burundais, Melchior N'da-



daye, assassiné en 1993 et qui est considéré comme le fondateur de la démocratie dans le pays. Le Chef de l'Etat a, ensuite, posé une autre gerbe de fleurs sur la tombe du

héros de l'indépendance burundaise, le Prince Louis Rwagasore qui a dirigé la lutte pour l'indépendance du pays avant d'être assassiné en 1961.

Le ministre de l'hydraulique reçoit une mission de la Banque mondiale



Le ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, M. Brahim Ould M'Bareck Ould Mohamed El Moc-

tar, a reçu en audience, jeudi à Nouakchott, une mission de la Banque Mondiale conduite par M.

Mustapha Ould El Béchir, actuellement en visite dans notre pays.

Au cours de la rencontre, les entretiens ont porté sur les divers aspects de la coopération entre la Mauritanie et cette importante institution financière internationale notamment en ce qui concerne l'hydraulique et l'assainissement.

L'audience s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, M. Mohamed Ould Abdi.

Pré-qualification des laboratoires chargés du contrôle pharmaceutique

Le Laboratoire National de Contrôle de la Qualité des Médicaments (LNCQM) a organisé, jeudi matin à Nouakchott, avec la collaboration du ministère de la Santé et de certains partenaires, un atelier sur la présentation des documents du système de management de la qualité du Laboratoire National de Contrôle de la Qualité des Médicaments (LNCQM) pour la pré-qualification des laboratoires chargés du contrôle pharmaceutique.

Le chargé de mission au ministère de la Santé, M. Ahmed Jidou Ould Zeïne, a indiqué, dans un mot pour la circonstance, que l'assainissement du secteur des médicaments constitue une préoccupation essentielle des hautes autorités du pays traduite dans des mesures concrètes.

Parmi les plus importantes de ces mesures figurent la création d'un laboratoire du contrôle de la qualité répondant aux qualifications re-



quises au plan international, la publication d'une série d'arrêtés pour soutenir et dynamiser l'arsenal des procédures existant et l'engagement des importateurs, des pharmacies et des dépôts à respecter les dispositions du cahier des charges.

Il a ajouté que la fixation du port et de l'aéroport de Nouakchott comme seuls points pour l'importation de médicaments, la lutte contre le marché parallèle et l'exposition de médicaments dans les rues, places

publiques et dans les endroits non autorisés font partie des mesures de prévention visant la protection requise des produits pharmaceutiques. Le directeur du Laboratoire National de Contrôle de la Qualité des Médicaments, Dr. Cheikh Boutar Ould Segane, a mis en exergue le souci du Laboratoire, depuis sa création, de contrôler les médicaments périmés ou faux et de garantir que le LNCQM accomplisse sa mission dans de bonnes conditions.

Arrivée à Nouakchott du ministre malien des Mines

Le ministre malien des Mines, M. Diawara Cheikhna, est arrivé, mercredi soir à Nouakchott, pour prendre part à la réunion du conseil des

ministres des pays du G5 Sahel qui doit se tenir dans la capitale les 26 et 27 février courant.

Réunion du Comité national de suivi des activités du projet régional de protection du grand écosystème du courant des Canaries



Les travaux de la seconde réunion du Comité national de suivi des activités du projet régional de protection du grand écosystème du courant des Canaries (CCLME) ont débuté, jeudi, à Nouakchott.

Les participants à cette rencontre examineront l'esquisse d'un plan d'action regroupant les Etats concernés par le projet en vue de sa discussion et de son enrichissement, en concordance avec les objectifs de la nouvelle stratégie des pêches et en renforcement de la coopération régionale dans le domaine de la protection des richesses maritimes et de leur écosystème.

La conseillère technique du ministre des Pêches et de l'Economie maritime, Mme Bowba Mint Khales, a indiqué dans une allocution prononcée à cette occasion, que cette seconde consultation nationale, constitue une étape importante dans le processus du développement durable du secteur des pêches et de l'économie maritime 2015-2019, dont la contribution à l'émergence économique et sociale des pays de la région n'est plus à démontrer, a-t-elle ajouté.

"Cet écosystème constitue une ressource alimentaire et économique vitale, non seulement pour les populations côtières bordant la région, mais aussi pour une grande partie de l'Afrique de l'Ouest", a-t-elle poursuivi. Elle a affirmé que le projet vise à permettre aux pays participants (Maroc, Mauritanie, Sénégal, Cap-Vert, Gambie, Guinée Bissau et Guinée) "de traiter des problèmes transfrontaliers prioritaires sur la pêche en déclin, des menaces sur la biodiversité et de la qualité de l'eau par des réformes de gouvernance, des investissements et des programmes de gestion", a-t-elle conclu.

Le représentant de la FAO en

Mauritanie, M. Athman Mravili a indiqué, dans son intervention, que la phase actuelle du projet, qui a débuté le 1er avril 2010, est financée conjointement par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), les pays de la région et les partenaires.

"Sa mise en oeuvre est assurée par la FAO et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)", a-t-il dit.

Le coordinateur régional du projet CCLME, M. Birmane Samb, a souligné que le document réalisé par le comité de supervision du projet au cours de sa réunion organisée les 2 et 3 février courant à Dakar fera l'objet d'investigation et d'examen au cours de cette réunion.

Il a, ensuite, passé en revue les détails de la zone maritime couverte par le projet et la richesse estimée dans cet espace ainsi que le plan de gestion durable proposé.

Le projet vise à sensibiliser sur des missions vitales relatives à la sécurité de l'écosystème dans les 7 pays couverts précités à travers l'appui de ces Etats dans tous les domaines de connaissance et de renforcement des capacités à travers la mise en place de mécanismes adaptés à la bonne gouvernance afin d'assurer une gestion durable du grand écosystème du Courant Canaries.

Ce processus permettra de définir et d'examiner les préoccupations communes et transfrontalières des Etats concernés.

La cérémonie de lancement de cette seconde consultation nationale s'est déroulée en présence de la coordinatrice nationale du projet, Dr Ezza Mint Jidou, du directeur de l'Environnement au ministère de l'Environnement et du Développement durable et de plusieurs autres personnalités.